



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 4081

Texte de la question

POLITIQUE SCOLAIRE

M. le président. La parole est à M. Rudy Salles, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Rudy Salles. Madame la ministre de l'éducation nationale, l'école est le socle de notre pacte républicain et le premier maillon de l'intégration. Nous ne pouvons tolérer son affaiblissement systématique depuis 2012. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

M. Jean Glavany. Ah ah ah !

M. Rudy Salles. Depuis cette date, vous avez voulu effacer l'excellence républicaine en supprimant les bourses au mérite ; vous avez voulu supprimer l'exigence au collège en encourageant un véritable nivellement par le bas par la fragilisation de l'apprentissage de l'histoire et du latin ou la suppression des classes bilingues et des classes européennes ; vous avez voulu nier l'évidence en imposant aux enfants, aux parents et aux collectivités territoriales de nouveaux rythmes scolaires épuisants, coûteux et inutiles ; vous continuez de cultiver des divergences profondes avec l'ensemble de la communauté éducative, notamment en l'ignorant.

Aujourd'hui, vous choisissez d'offrir des bourses de mille euros aux élèves en décrochage scolaire. Sans responsabilisation, sans suivi ni personnel encadrant, cela reviendra à encourager les jeunes les plus faibles à sortir du système scolaire et à les marginaliser. Au lieu de ces primes à l'école buissonnière, la lutte contre le décrochage devrait passer par des actions de prévention sérieuses et un accompagnement dès l'école primaire, en assurant notamment la maîtrise de la lecture et de l'écriture pour tous. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

L'apprentissage du français doit être prioritaire sur celui d'une autre langue, surtout si ce dernier risque de renforcer un sentiment communautariste. Il faudrait également renforcer le rôle des parents et les responsabiliser davantage. Enfin il faudrait développer l'apprentissage pour réintégrer les jeunes dans un parcours de formation. Madame la ministre, quand allez-vous abandonner l'idéologie du saupoudrage pour vous attaquer enfin aux véritables maux de l'école et proposer de véritables réformes de fonds pour notre système éducatif ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Mme Najat Vallaud-Belkacem, *ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.* Monsieur le député, vous n'êtes pas à une contradiction près et je vous avoue que j'ai du mal à savoir par laquelle commencer.

M. Patrick Hetzel. Vous non plus ! En matière de contradictions c'est une experte qui parle !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. Si je comprends bien, vous êtes favorable au renforcement de l'apprentissage des fondamentaux par les élèves – c'est bien mon intention –, mais vous soutenez, sous la précédente législature, la réduction de cinq à quatre jours de la semaine des élèves de l'école primaire. On apprend sans doute mieux en quatre jours qu'en cinq ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Claude Goasguen. Bien sûr ! On voit que vous n'avez jamais enseigné !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. Heureusement, nous avons réformé les rythmes scolaires pour revenir à cinq jours, ce qui permettra d'améliorer les conditions d'apprentissage.

Mme Claude Greff. C'est raté !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. Vous considérez qu'il faut bien préparer les élèves à leur vie future, mais vous êtes contre l'apprentissage des langues étrangères. Pour ma part, je considère que cet apprentissage n'entre nullement en concurrence avec celui du français, lequel est d'ailleurs renforcé dans les nouveaux programmes de la scolarité obligatoire : il y a plus d'heures de français à l'école primaire qu'il n'y en avait jusqu'alors. Il n'y a donc pas de concurrence entre français et langues étrangères, bien au contraire !

Ensuite, vous considérez que la réforme du collège creusera les inégalités. Au contraire, cette réforme vise à garantir que tous les élèves du collège comprennent le sens des apprentissages et réussissent leur scolarité.

M. Claude Goasguen. Dans le privé !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. Par ailleurs, libre à vous d'estimer que le décrochage scolaire est une fatalité et qu'il ne faut surtout pas s'y attaquer, mais ce n'est pas notre politique ! Nous, nous utilisons tous les leviers permettant de prévenir le décrochage et de « raccrocher » ceux qui ont décroché, dans leur intérêt et dans celui de la société, car il coûte beaucoup plus cher d'essayer de pallier les effets du décrochage que d'octroyer des bourses à des jeunes gens issus d'un milieu social difficile qui acceptent de reprendre des études.

M. Claude Goasguen. Ce n'est pas la bonne solution !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. Nous voulons simplement les motiver pour qu'ils aillent jusqu'au bout de cet acte de courage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Marcel Rogemont. Excellent !

Données clés

Auteur : [M. Rudy Salles](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4081

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [16 juin 2016](#)